

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité  
Départementale de la Corse-du-Sud  
Centre administratif Paglia Orba  
Lieu-dit : "La Croix d'Alexandre" - Route d'Alata  
20090 Ajaccio

Ajaccio, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENGIE**

2 avenue de l'Impératrice Eugénie  
BP 406  
20000 Ajaccio

Références : SRNT/2024-286

Code AIOT : 0007300004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement ENGIE implanté CHEMIN DE LORETTO ENGIE GPL STATION GAZ DE LORETTO 20090 AJACCIO. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE
- CHEMIN DE LORETTO ENGIE GPL STATION GAZ DE LORETTO 20090 AJACCIO
- Code AIOT : 0007300004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station GPL exploitée par la société ENGIE à Ajaccio, lieu-dit Loretto, permet l'approvisionnement en air propane du réseau de gaz de ville de l'agglomération ajaccienne (environ 16 000 clients).

Le site, autorisé depuis 1969, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°16-1856 du 27 septembre 2016 portant sur les modifications apportées par la société ENGIE aux installations du centre de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié qu'elle exploite à Ajaccio, au lieu-dit Loretto.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les équipements sous pression: suite de la visite du 23/10/2023,
- les suites de l'inspection du 28/04/2022: risque mouvement de terrain et risque inondation, et rapport assureur,
- la révision quinquennale de l'étude de dangers, et notamment l'exclusion du risque d'incendie de végétation et du risque lié à la présence de gazole pour les groupes électrogènes de secours.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Marquage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Révision quinquennale de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Plan de contrôle pour les ESP revêtus extérieurement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Respect du plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13.VIII	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Mouvement de terrain	AP Complémentaire du 27/09/2016, article 2.4.1	/	Sans objet
6	Risque inondation	AP Complémentaire du 27/09/2016, article 4.1.5	/	Sans objet
7	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Exclusions incendie de végétation et risques liés à la présence de gazole	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.181-25	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur:

- les équipements sous pression, en particulier les suites données à la visite d'inspection du 23/10/2023. L'inspection a constaté que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2023 avait été suivi d'effet. Par ailleurs, l'exploitant devra justifier sous 1 mois du marquage des tuyauteries en bâtiment mélange.
- les suites de l'inspection du 28/04/2022, en particulier pour le risque mouvement de terrain, le risque inondation, et le rapport assureur qui n'avait pas été communiqué. L'exploitant a pu donner suite à l'ensemble des demandes de l'inspection sur ces points.
- la révision quinquennale de l'étude de dangers, et notamment l'exclusion du risque d'incendie de végétation et du risque lié à la présence de gazole pour les groupes électrogènes de secours. Sur ce point, l'inspection octroie un ultime délai de 15 jours à l'exploitant pour la transmission de son étude de dangers révisée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral en date du 27/12/2023, de tenir à jour une liste des tuyauteries du site soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p>En amont de l'inspection, par courriel daté du 11/10/2024, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression du site, incluant les tuyauteries. Néanmoins, cette liste n'incluait pas les tuyauteries situées dans le bâtiment mélange, en partie basse du site.</p> <p>Aussi, suite à l'inspection objet du présent rapport, par courriel daté du 06/11/2024, l'exploitant a transmis une liste actualisée des équipements sous pression du site, incluant l'ensemble des tuyauteries du site (y compris du bâtiment mélange). Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2023 a été suivi d'effet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Plan de contrôle pour les ESP revêtus extérieurement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de contrôle</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. [...] Elle [l'inspection périodique] porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 23/10/2023, par sondage, l'inspection avait vérifié le bon suivi en service d'un des vaporiseurs du site, en particulier le vaporiseur SE-6-VP-1.</p> <p>Cet équipement sous pression est revêtu extérieurement de laine de verre (calorifuge) et non présenté à nu lors des contrôles (inspection périodique ou requalification périodique). L'exploitant doit donc, conformément au guide AQUAP 2005/01 "Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement", disposer d'un plan de contrôle définissant les conditions d'examen, la nature et l'étendue des investigations à effectuer dans le cadre des inspections et requalifications périodiques.</p> <p>L'exploitant n'avait pas pu fournir ce document qui doit être pourtant joint au dossier d'exploitation de l'équipement.</p>

Aussi, l'inspection avait demandé la transmission du plan de contrôle du vaporiseur SE-6-VP-1. Par courrier daté du 06/02/2024, l'exploitant a transmis le plan de contrôle du vaporiseur SE-6-VP-1. Ce plan précise notamment les zones à décalorifuger.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Respect du plan d'inspection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13.VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'inspection

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2024

**Prescription contrôlée :**

VIII. - Lorsqu'une non-conformité aux dispositions définies dans le plan d'inspection entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence au cours de l'exploitation de l'équipement, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle réalisé dans les mêmes conditions, mais dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par les non-conformités.

**Constats :**

Les deux sphères encoffrées de stockage de propane sur site sont des équipements sous pression faisant l'objet d'un suivi en service avec un plan d'inspection.

Suite à l'inspection du 23/10/2023, l'inspection demandait à l'exploitant de lui transmettre d'ici le 23/01/2024 les suites données aux fiches action suite au rapport annuel 2022 d'évaluation de la protection cathodique des sphères ainsi que le rapport relatif à la nouvelle évaluation complète et détaillée du niveau de protection cathodique des sphères.

Par courrier daté du 06/02/2024, l'exploitant a transmis le rapport 2023 de l'évaluation annuelle de la protection cathodique des sphères. Ce rapport clôture la fiche problème relative au manque de protection cathodique sur la sphère TK-1 et conclut que les sphères sont convenablement protégées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Marquage des tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Marquage des tuyauteries

**Prescription contrôlée :**

IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.

**Constats :**

L'inspection a vérifié l'état des tuyauteries au sein du bâtiment mélange : les tuyauteries sont en bon état (calorifuge neuf).

Bien que les couleurs d'identification des tuyauteries soient respectées (par exemple, jaune foncé pour le propane), l'inspection a constaté l'absence de pictogramme sur les canalisations.

Pour mémoire, le marquage doit être conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail:

"1. Au 1er juin 2017:

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux sont munis du pictogramme ou symbole sur couleur de fond défini par le règlement (CE) n° 1272/2008.

Ce pictogramme ou symbole peut être remplacé par les panneaux d'avertissement prévus à l'annexe II, point 3, du présent arrêté, en prenant le même pictogramme ou symbole, complétés par des informations telles que le nom ou la composition de la substance ou du mélange, et les mentions de danger dont la liste figure en annexe du règlement (CE) n° 1272/2008.

Cette signalisation doit être placée dans les conditions suivantes :

- sur au moins un côté visible, près des endroits comportant les plus grands dangers, tels que vannes et points de raccordement, et de manière suffisamment répétitive ;
- sous forme rigide, autocollante ou peinte.

Les caractéristiques et les conditions d'utilisation prévues à l'annexe II, point 1, concernant les panneaux de signalisation, s'appliquent à cette signalisation.

Ces dispositions ne font pas obstacle au respect des normes citées en annexe I, point 5, relatives aux couleurs d'identification des tuyauteries."

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Mouvement de terrain**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/09/2016, article 2.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mouvement de terrain

**Prescription contrôlée :**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

À cet effet, pour se prémunir de dégâts susceptibles d'être à l'origine de mouvements de terrain, plusieurs témoins sont installés aux endroits les plus sensibles ; ces emplacements étant identifiés en référence aux résultats de l'étude des sols réalisées avant le début des travaux.

L'évolution de ces témoins est relevée annuellement, les résultats étant tenus à la disposition de l'inspection.

**Constats :**

En amont de l'inspection, par courriel daté du 11/10/2024, l'exploitant a transmis un rapport du cabinet Vincenti-Vacher daté du 22/04/2024 concluant: "Nous n'avons pas constaté d'écarts significatifs en altimétrie sur les repères C1 à C12 entre les mesures prises le 14/01/2019 (ETM) et le 17/04/2024 (Cab VINCENTI-VACHER)."

L'inspection considère que l'évolution annuelle des 12 clous d'arpentage positionnés sur le site a bien été relevée. Pour le prochain rapport, l'inspection recommande de spécifier et de commenter les écarts relevés pour chaque clou sur chacun des axes x, y et z.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Risque inondation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/09/2016, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque inondation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans la partie située en zone inondable, l'exploitant met en œuvre les préconisations constructives et d'aménagement prévues par le rapport d'étude hydrologique et hydrogéologique daté du 01 avril 2015 annexé au porter à la connaissance du Préfet du 17 avril 2015 susvisé, dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2011 approuvant le plan particulier des risques d'inondation (PPRI) d'Ajaccio.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, la partie basse du site -comprenant en particulier le bâtiment mélange - est soumis au risque inondation et inclus dans l'emprise du PPRI de l'Arbitrone.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a engagé la réalisation d'une étude hydraulique portant sur la zone inondable du site, et particulièrement le bâtiment mélange non investigué à ce jour, et proposant des dispositions organisationnelles et techniques pour appréhender le risque inondation.</p> <p>En amont de l'inspection, par courriel daté du 11/10/2024, l'exploitant a transmis un rapport provisoire intitulé "Etude hydraulique pour l'évaluation du risque inondation sur le site de Loretto". Ce rapport permet d'appréhender les vitesses d'écoulement et hauteurs d'eau en cas d'inondation sur la partie basse du site.</p> <p>L'exploitant doit à présent proposer des dispositions organisationnelles et techniques pour appréhender le risque inondation. Ce point fera l'objet d'une prescription spécifique dans le cadre de l'actualisation prochaine des prescriptions applicables au site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rapport assureur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport assureur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>



En amont de l'inspection, par courriel daté du 11/10/2024, l'exploitant a transmis un rapport TUV suite à visite du 24/04/2024 intitulé "Rapport de Prévention Incendie et Risques Annexes".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Révision quinquennale de l'étude de dangers**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98

**Thème(s) :** Risques accidentels, Révision quinquennale de l'étude de dangers

**Prescription contrôlée :**

II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

**Constats :**

Par courrier daté du 02/07/2024, l'inspection demandait à l'exploitant de transmettre l'étude de dangers du site révisée, comprenant l'ensemble des compléments demandés, au plus tard le 31/07/2024.

Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indiquait que la liste des barrières de sécurité du site - dont les MMR - était toujours en cours de finalisation. La remise d'une version finalisée de l'étude de dangers est annoncée par le 02/12/2024.

L'inspection informe l'exploitant qu'au delà de ce délai, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 9 : Exclusions incendie de végétation et risques liés à la présence de gazole**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.181-25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Obligations légales de débroussaillage et rétention cuves gazole

**Prescription contrôlée :**

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

[...]

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

**Constats :**

Dans son étude de dangers, l'exploitant exclut le risque lié à l'incendie de végétation. Par ailleurs, l'exploitant s'engage à respecter l'obligation de débroussaillage fixée par le code forestier (art L.131-10) et par l'arrêté préfectoral n°2012338-004 du 3 décembre 2012 pour le département de la Corse du Sud.

L'inspection a constaté sur site que le site et son environnement était correctement débroussaillé.

En salle, l'inspection a pu consulter le cahier des charges "ENTRETIEN ESPACES VERTS LORETO RI-

CANTO APPONTEMENT JEANNE D'ARC et LOREGAZ" daté du 10/10/2024, ainsi que les factures d'interventions de leur prestataire.

L'exploitant indique que l'obligation légale de débroussaillage est incluse dans le plan de maintenance préventive du site, et relève de la responsabilité du chef de groupe.

Dans son étude de dangers, l'exploitant exclut également les risques liés à la présence de gazole pour les groupes électrogènes de secours (2 cuves de 2 500 litres) car placé sur rétention.

L'inspection a pu constater que les 2 cuves étaient sur rétention (rétentions intégrées aux cuves).

L'exploitant doit indiquer à l'inspection quand et comment il vérifie une fuite éventuelle de gazole dans ces rétentions.

**Type de suites proposées :** Sans suite